

# HABITAT & COLLECTIVITES LOCALES N°4

## Informations du 22 au 28 avril 2006



### JOURNAL OFFICIEL du 22 au 28 avril 2006

#### Code général de la propriété des personnes publiques

Ordonnance n° 2006-460 du 21 avril 2006 relative à la partie législative du code général de la propriété des personnes publiques

Les dispositions de la présente ordonnance sont applicables à compter du 1er juillet 2006

J.O n° 95 du 22 avril 2006 page 6024 - texte n° 21 - NOR: ECOX0400219R

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=ECOX0400219R>

#### Informations complémentaires

Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2006-460

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=ECOX0400219P>

#### Saisie immobilière

Ordonnance n° 2006-461 du 21 avril 2006 réformant la saisie immobilière

La présente ordonnance entrera en vigueur à la date de l'entrée en vigueur du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article 23 et, au plus tard, le 1er janvier 2007

J.O n° 95 du 22 avril 2006 page 6072 - texte n° 30 - NOR: JUSX0600046R

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=JUSX0600046R>

#### Informations complémentaires

Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2006-461

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=JUSX0600046P>

#### BATIMENTS - Signalement des cas de saturnisme et des risques d'exposition au plomb des personnes mineures - Prescription et contrôle des travaux

Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme et modifiant les articles R. 1334-1 à R. 1334-13 du code de la santé publique (dispositions réglementaires)

J.O n° 98 du 26 avril 2006 page 6274 - texte n° 40 - NOR: SANP0620646D

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SANP0620646D>

#### BATIMENTS - Constat de risque d'exposition au plomb

Arrêté du 25 avril 2006 relatif au constat de risque d'exposition au plomb

J.O n° 98 du 26 avril 2006 page 6280 - texte n° 52 - NOR: SANP0620647A

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SANP0620647A>

#### BATIMENTS - Constat de risque d'exposition au plomb - Travaux en parties communes -

Arrêté du 25 avril 2006 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un constat de risque d'exposition au plomb

J.O n° 98 du 26 avril 2006 page 6286 - texte n° 54 - NOR: SANP0620649A

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SANP0620649A>

#### BATIMENTS - Contrôle des travaux en présence de plomb

Arrêté du 25 avril 2006 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb, réalisés en application de l'article L. 1334-2 du code de la santé publique

J.O n° 98 du 26 avril 2006 page 6285 - texte n° 53 - NOR: SANP0620648A

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SANP0620648A>

#### BATIMENTS - Intoxication par le plomb des peintures - diagnostic

Arrêté du 25 avril 2006 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures

J.O n° 98 du 26 avril 2006 page 6286 - texte n° 55 - NOR: SANP0620650A

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SANP0620650A>

## CIRCULAIRES

### Installations classées - Archéologie préventive - Circulaire relative à la mise en œuvre de la loi du 1er août 2003

L'objet de la présente circulaire est d'apporter des indications nécessaires aux opérations de liquidation et recouvrement de la redevance d'archéologie préventive, en ce qui concerne les installations classées, afin de mettre en œuvre les dispositions prévues par les articles L. 521-1 et suivants du code du patrimoine...

B.O n° 153 Ministère Culture - Circulaire n° 2006/003 du 17 février 2006 - Textes de janv-fév 2006 - Page 21

[http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/bo/bo\\_pdf/bo153.pdf](http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/bo/bo_pdf/bo153.pdf)

## REPONSES MINISTERIELLES

### Logement social - Financement des projets des communes

Une amélioration des conditions des prêts PLUS et PLA-I proposés par la Caisse des dépôts et consignations (CDC) est intervenue à compter du 1er novembre 2005. Grâce à la baisse du taux de commissionnement servi aux réseaux collecteurs du livret A, le taux d'intérêt des prêts PLUS et PLA-I a été abaissé de 0,15 % et la durée maximale de remboursement de ces prêts a été portée de trente-cinq à quarante ans pour la part concernant le coût de la construction (la durée de remboursement de la partie des prêts consacrée aux acquisitions foncières était déjà de cinquante ans). Également, le taux d'intérêt des prêts locatifs sociaux (PLS) est réduit de 0,10 % pour 2006. Un prêt PLS « foncier » sur cinquante ans est créé. (...) Au cours des débats du projet de loi portant « engagement national pour le logement » (ENL), un amendement parlementaire a été voté au Sénat, et confirmé par l'Assemblée nationale, pour permettre aux collectivités territoriales d'utiliser aussi les financements PLUS pour réaliser des opérations de construction neuve. Par ailleurs, depuis le 1er novembre 2005, la CDC a mis en place des prêts spécifiques, d'une durée de quinze ans, pour l'acquisition et le portage d'emprises foncières, en vue de la réalisation de logements. Ces nouveaux prêts dédiés au foncier sont ouverts aux collectivités territoriales qui pourront y recourir pour mener des opérations de maîtrise d'ouvrage de constructions de logements sociaux...

Assemblée Nationale - 2006-04-25 - Réponse Ministérielle N° 80683

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q12/12-80683QE.htm>

## REVUE DU WEB

### Logement : un plan pour l'hébergement d'urgence

Lors de la 2e conférence de prévention et de lutte contre l'exclusion qui s'est déroulée le 10 avril, la ministre déléguée à la Cohésion sociale et à la Parité a annoncé la mise en place d'un plan triennal doté de 50 millions d'euros. (...) Le rapport du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE), présenté à cette occasion, comporte 16 recommandations. Figure notamment la proposition que toute personne en situation d'urgence puisse, d'ici à la mi-2007, se voir garantir par l'État un hébergement...

Vie publique - Dossier - 2006-04-19

<http://www.vie-publique.fr/actualite/alaune/logement-plan-pour-hebergement-urgence.html>

### Habitat, développement social et territoires - Appel à projets de la Fondation de France

Aujourd'hui, plus que jamais, le logement représente l'une des clés essentielles de l'insertion, de l'équilibre et du mieux-être des familles et des personnes fragilisées. C'est pourquoi la Fondation de France s'engage avec vous, professionnels ou bénévoles d'associations, animateurs, gestionnaires, travailleurs sociaux, techniciens ou habitats actifs, impliqués dans cette démarche. Tout organisme sans but lucratif à vocation sociale peut être entendu...

Fondation de France - Appel à projet - Année 2006

[http://www.fdf.org/jsp/site/Portal.jsp?page\\_id=197](http://www.fdf.org/jsp/site/Portal.jsp?page_id=197)

## REVUE DU WEB (suite)

### Les politiques de l'urbanisme et de l'habitat face aux changements climatiques

Cette étude du CES centre sa réflexion sur l'urbanisme et l'habitat, secteurs à forte inertie qui hypothèquent l'avenir sur le long terme. L'état des lieux que fait le CES est alarmant...

Conseil Economique et Social - [Document complet](#) - 2006-04-26

### Echanger les données localisées : Guide Juridique

Compte tenu de l'actualité juridique, le guide juridique comporte en première page un avertissement précisant les limites d'utilisation du guide auquel il convient de porter toute l'attention nécessaire à sa bonne utilisation.

Le présent guide, réalisé par le cabinet d'avocats Alain Bensoussan Selas, est ainsi organisé en 3 grands chapitres...

CERTU - [Guide juridique](#) - Avril 2006

**Informations signalées et commentées par Guy Lemée** <http://www.inventaires.fr> via la liste de diffusion (accès libre et gratuit) : <http://fr.groups.yahoo.com/group/logementsocioeconomie/loca/>

---

Ce bulletin d'informations est édité en collaboration avec ACRD, société éditrice d'**IDVO** - Veille juridique et documentaire des Collectivités territoriales ([IDVO/"Informations légales"](#))

La diffusion de ce bulletin d'informations reste couverte par les droits du copyright.

Pour toute information complémentaire, merci de contacter Guy Lemée, Directeur du cabinet *Inventaires* (<http://www.inventaires.fr>) à l'adresse courriel : [contact@inventaires.fr](mailto:contact@inventaires.fr)

© 2008 *Inventaires* - Tous droits réservés